

PROGRAMME ET TIMING DE LA CONFERENCE

Mercredi, 29 juin 2011

14.00 - 14.30

Ouverture

14.30 - 17.00

Session I « Une Europe internationale »

Depuis la fin de la guerre froide, la place de l'Europe dans le monde a changé de façon dramatique. La position du Vieux continent est passée d'une situation où elle était « un point central dans un monde bipolaire » à « un, parmi d'autres, dans un système multipolaire ». Ceux qui étaient des pays sous-développés ou en voie de développement émergent à présent, devenant des protagonistes globaux significatifs et des partenaires stratégiques alors même que le poids géopolitique de l'Europe ne fait que diminuer. Dans un environnement si différent, l'Europe doit s'efforcer de ne pas être marginalisée sur la scène internationale. C'est pourquoi, l'UE et ses membres doivent repenser la nature de la représentation européenne dans les institutions internationales. L'Europe doit croire en elle et accepter, que les règles du jeu ont changé pour rester cohérente. Ce qui signifie, par exemple, considérer la possibilité que l'Union européenne soit représentée par un seul siège à l'Assemblée des Nations unies. De plus, pour continuer à influencer les tendances globales, l'Europe doit travailler durement pour améliorer ses relations avec les nouveaux protagonistes globaux mentionnés ci-dessus, tels que la Chine, l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du sud. Les événements récents en Afrique du nord prouvent, une nouvelle fois le besoin de politiques européennes cohérentes notamment en termes d'immigration et d'énergie. Nous devons placer l'UE dans le monde comme une force qui représente le multilatéralisme, la solidarité internationale et le respect des droits de l'homme et de la démocratie.

17.00 - 18.00

Pause-café

18.00 - 19.00

Débat parallèle- en coopération avec le Mouvement Européen

19.00 - 20.30

Réception organisée par le groupe S&D au Parlement européen

Jeudi, 30 juin 2011

9.30 - 10.00 *Présentation du nouveau magazine européen de la FEPS
"Fresh Thinking"*

10.00 - 12.30 ***Session II « L'Europe économique et sociale à venir »***

Les vingt dernières années ont été marquées par des vagues successives de dérégulation. Ceci a eu pour conséquence la création d'importants déséquilibres aussi bien aux niveaux national, que régional ou international. Les marchés financiers sont en déconnexion complète de l'économie réelle à un point tel que certaines activités dans ce domaine ont été jugées comme « socialement inutiles ». Les inégalités ont explosé, alors que des déséquilibres se sont développés d'une manière rapide, au sein de l'Union et globalement. Tout ceci était finalement insoutenable, comme la crise l'a rappelé. Les réformes, suggérées aux niveaux national, régional ou global sur le plan de la régulation financière, des politiques industrielles, de la cohérence macroéconomique ou de la refonte du système monétaire sont décevantes et dangereuses. En effet, tout se passe comme si la crise n'était que la conséquence d'un choc externe, comme si le caractère autorégulateur des marchés ne saurait être remis en cause. Les plans d'austérité mis en place en Europe ne renforceront pas la cohérence européenne, au contraire. Une croissance européenne équilibrée doit se baser sur une analyse approfondie des déséquilibres en son sein. L'histoire de l'intégration européenne est l'histoire d'un partage de souveraineté qui doit être à la base du mécanisme de résolution du problème des dettes souveraines en Europe. C'est donc une question d'acceptation du besoin d'aider les plus faibles dans l'intérêt de tous, c'est une question de solidarité, de volonté, de conviction et d'engagement pour l'Europe. Il est plus que temps pour les européens de signifier la nécessité d'une croissance équilibrée, au travers de l'intervention publique en matière d'environnement et d'une harmonisation sociale et fiscale. Les activités financières devraient être strictement régulées et analysées au regard de leurs effets sur l'emploi, le bien-être et la préservation de notre monnaie commune.

12.30 - 14.00 *Déjeuner – buffet*

14.00 - 16.30 ***Session III « L'Europe politique »***

Le but de cette table ronde est d'identifier des méthodes pour renforcer politiquement l'Union européenne élargie. Ce défi s'articule autour de trois axes : renforcer la prise de décision au niveau communautaire, augmenter l'efficacité de l'Union dans la mise en place des politiques et consolider sa légitimité démocratique auprès des citoyens. L'opportunité de faire des progrès significatifs dans ces domaines est liée à la mise en place du Traité de Lisbonne. Ce traité doit être pleinement mis en place car il prévoit un cadre institutionnel moderne et adéquat. Son bon fonctionnement est la seule chance pour inverser les tendances récentes qui malheureusement renforcent la prise de décision au niveau gouvernemental au détriment d'une méthode plus intégrée. De plus, le Traité de Lisbonne promeut la politisation de l'Union, élargissant ses compétences décisionnelles dans des domaines cruciaux, reconnaissant l'importance croissante du Parlement européen et liant la responsabilité du travail de la Commission européenne à la majorité politique. Finalement, ce traité invite également les citoyens européens à devenir actifs et à prendre part à la formulation de propositions pour l'avenir de l'Europe. La question qui demeure est celle de sa mise en œuvre pratique autrement dit en quoi une réflexion intellectuelle, une volonté politique et un soutien public sont cruciaux. C'est tout l'enjeu de cette table-ronde.

16.30 17.00 *Pause-café*

17.00 - 17.30 **Conclusions**